

florissante et puissante, ne songeait pas à capituler devant la République mexicaine, affaiblie et déchirée par les luttes intestines. A Washington on voyait au contraire, dans une guerre dont l'issue n'était pas douteuse, une occasion favorable pour acquérir encore, outre le Texas, des parties de la Californie et du Nouveau Mexique. C'est ainsi qu'on aboutit à la guerre de 1846. Ce fut encore Santa Anna qui accourut se mettre à la tête des troupes. Mais, peu soutenu par son gouvernement et ses propres concitoyens, ayant affaire à des troupes ennemies supérieures en nombre et mieux disciplinées, il fut complètement défait. Les Américains entrèrent même, en 1848, dans la capitale du Mexique. La République mexicaine dut payer la guerre avec une perte considérable de territoires. Tout le Texas, le Nouveau-Mexique et la Californie durent être cédés à l'Union. De trois millions et quart de kilomètres carrés, que mesurait le territoire de la République avant la guerre, on dut en céder un million et demi, c'est-à-dire presque un sixième de la superficie de l'Europe entière. Dans les parties restées à la République du Mexique ne vivaient plus que huit millions et demi d'hommes dont environ un million de blancs, trois millions de Métis et quatre millions d'Indiens pur sang.

Telles furent les conséquences néfastes de la désunion et de la fureur aveugle des partis. Il est vrai que les territoires cédés étaient heureux d'en avoir fini enfin avec l'anarchie. D'un autre côté, il était naturel que l'idée d'agrandir sa puissance jusqu'à l'isthme de Panama, où devait plus tard être percé le grand canal, prenait de plus en plus pied dans l'Union, d'où la surveillance jalouse exercée sur la destinée des restes de la République mexicaine et la défiance toujours grandissante pour les démarches faites par une puissance étrangère auprès de cet État qui se consumait en guerres civiles. Tel était l'état des choses lorsque, vers 1850, commençait en France à se lever l'étoile de Napoléon III et que Louis-Napoléon arrivait à la présidence avec des espérances plus ou moins déguisées pour l'avenir.

Une période d'anarchie désespérante suivit la défaite dans la guerre contre les États-Unis, le bannissement et la fuite de Santa Anna.

Pour arriver à rétablir enfin l'ordre, les chefs des partis

eurent, tout en redoutant des mesures de contrainte, de nouveau recours à Santa Anna. En février 1853, l'homme infatigable fut encore appelé à la présidence. On lui donna un pouvoir presque illimité; c'était l'absolutisme. A différentes reprises, on lui suggéra de prendre la couronne d'empereur. Mais le rusé général avait toujours devant les yeux l'exemple d'Iturbide. D'ailleurs, c'était uniquement une question de mots, car il tenait en ses mains la plénitude du pouvoir. Le titre de « Sire », qu'il se donna, suffisait. Sa position, il est vrai, n'était pas si bien fondée qu'il le croyait. Un grand nombre de généraux en effet et de politiciens ambitieux aspiraient à leur tour à l'honneur de la présidence.

Santa Anna ne se sentit plus en sûreté et, quand le danger devint toujours plus menaçant, il se souvint, vers la fin de l'année 1854, de Gutierrez de Estrada. Il l'autorisa à engager une action auprès des puissances européennes pour fonder une monarchie au Mexique. Santa Anna se figurait, en réalité, le monarque étranger comme un fantôme de prince et songeait à maintenir, après comme avant, sa puissance illimitée dans le pays, sous la puissance nominale avec l'aide matérielle et militaire de ce prince.

Mais tous ses plans échouèrent d'abord. Santa Anna fut victime de la révolution qui éclata contre lui en février 1855. Il quitta le pays et se retira à Saint-Thomas, une île des petites Antilles, à l'est de Porto-Rico, où il acheta un domaine splendide et où il tint une cour en miniature. Il était loin de considérer comme terminée sa carrière politique. Cette île était pour lui comme un observatoire, d'où il observait attentivement le monde, afin de saisir le moment propice pour risquer de nouveau sa fortune. Cet homme, qui comptait maintenant soixante-cinq ans et qui n'avait plus qu'une jambe, continuait avec ardeur à nouer des intrigues par la plume ou la magie de l'or.

Au Mexique, la guerre civile avait entre temps de nouveau éclaté. Chaque parti combattait pour la cause de la liberté, pour le droit et pour le bonheur du peuple. Mais, en y regardant de plus près, on s'apercevait qu'il ne s'agissait aussi là, en général, que d'intérêts égoïstes et d'ambitions autocratiques de certains chefs de parti. Après la chute de Santa Anna, ce fut Don Benito Juárez qui se distingua dans ces luttes. Cet

homme, qui avait eu cinquante ans en 1856, était un Indien. Il se nommait lui-même avec fierté un « Aztèque pur sang (1) ». Il avait grandi dans la plus grande pauvreté. Ses parents, obligés de lutter pour les exigences de la vie quotidienne, n'avaient pas eu le temps de s'occuper de l'éducation de l'enfant, si bien qu'à l'âge de douze ans il ignorait encore la langue espagnole et ne savait ni lire ni écrire. Mais il montrait une intelligence si vive et un tel désir de s'instruire, qu'un riche commerçant en fut frappé. Il s'intéressa au jeune garçon et, après lui avoir fait rattraper aussi vite que possible ce qui lui manquait, il lui fit étudier la théologie. Mais de telles études ne furent pas de son goût. Il laissa la théologie pour étudier la jurisprudence et se vouer ensuite au barreau. A une intelligence qui dépassait de beaucoup la moyenne de celle de la population indienne ou même mexicaine il unissait un extérieur presque repoussant d'après les idées européennes. C'était un homme petit et trapu, avec une tête large et plate, couverte de cheveux en filasse, des yeux rusés et froids et une balafre sanguinolente au visage. Il faut avouer que tout ceci rendait le personnage peu attrayant. Mais son énergie féroce, sa volonté de fer, sa confiance dans le succès, même dans les situations les plus précaires, se firent bientôt jour. Du barreau, et sans y prendre garde, il avait tout naturellement glissé dans la politique.

On ne pouvait refuser à Juarez un certain idéalisme, uni à une volonté despotique jusqu'à la cruauté, une ambition sans bornes et la persuasion de la légitimité des principes les plus libéraux.

Il était, par conséquent, l'ennemi acharné du dictateur Santa Anna. A ce temps-là, il y avait au Mexique deux gouvernements. Les prêtres et autres partisans du parti conservateur élurent, dans la capitale, Zuloaga comme président, tandis que Juarez, comme chef du parti radical libéral, chassé de ville en ville, établissait finalement à Vera-Cruz son quartier général où les États-Unis de l'Amérique du Nord le reconurent comme le président légitime du Mexique.

(1) J.-N. baron DE FURSTENWAERTHER (revu par Veltzé), *l'Empereur Maximilien du Mexique. Derniers mois de son règne et sa mort*. Vienne, 1910, p. 166.

Le malheureux pays, dont la sécurité et la tranquillité avaient tant à souffrir de ces luttes perpétuelles, était la victime des partis. Zuloaga trouva parmi ses propres partisans une opposition très vive, si bien qu'en 1859 la présidence fut donnée au général Miguel Miramon qui s'était déjà distingué dans la guerre contre l'Amérique en 1847, et auquel en 1858, alors qu'il était âgé de vingt-six ans, on avait confié la lutte contre Juarez. La position de Miramon n'était pas facile. D'un côté, Juarez était soutenu par l'Union, de l'autre, comme maître des côtes, il tirait ses revenus des douanes maritimes qui étaient une des sources qui rapportaient le plus pour tout gouvernement au Mexique. Par contre, Miramon recevait trop peu de secours matériels de ses partisans, qui n'étaient pas d'accord entre eux. Ses aides les plus précieux étaient Leonardo Marquez et Thomas Mejia. Marquez, un partisan de Santa Anna, avait, en 1849, fait prisonnier son chef immédiat, le général Guzman, et s'était prononcé avec son bataillon pour Santa Anna. A côté de ces changements d'opinion, d'ailleurs alors très fréquents, Marquez était connu pour sa cruauté à la guerre comme en temps de paix. Thomas Mejia, Indien pur sang comme Juarez, était tout le contraire de Marquez. Ardent et entreprenant comme un jeune homme, on pouvait se fier à lui, car il était d'une fidélité exemplaire. Énergique et en même temps d'une simplicité et d'une modestie presque enfantines, il avait un courage de héros. Sa vie à lui était un chemin droit et lumineux. Il le suivait, ce chemin, loyalement et honnêtement, sans regarder ni à gauche ni à droite.

Le président Miramon était toujours dans la gêne au point de vue pécuniaire. Cette circonstance avait naturellement une influence néfaste sur le nombre de ses partisans et de ses troupes et partant sur ses succès militaires. Il employa toutes sortes de moyens pour remédier aux soucis accablants d'argent. Ainsi il conclut, en février 1859, un contrat pour un emprunt public avec la banque suisse Jecker et C<sup>ie</sup>. Par ce contrat, Miramon reçut une avance de 3 750 000 francs en argent liquide, pour laquelle l'État mexicain remit à la banque des bons d'une valeur de 75 millions de francs, amortissables à délais fixes. Mais cette somme ne suffit pas longtemps et Miramon ne put maintenir sa domination. Il fut battu en 1860

par le général Ortéga, partisan de Juarez, et obligé de fuir à la Havane sur l'île de Cuba.

Maintenant, le chemin était libre pour Juarez. En janvier 1861, il prit possession du pouvoir exécutif dans la capitale du Mexique, bien décidé à n'avoir d'égards pour qui que ce soit et de tout diriger et exécuter comme bon lui semblait.

C'est ainsi qu'il osa faire des lois dirigées contre le puissant parti conservateur, lois qui jusque-là avaient été complètement impossibles et inexécutables. Il nationalisa, c'est-à-dire confisqua, tous les biens de l'Église, abrogea les privilèges du clergé, reconnut toutes les religions et toutes furent placées sur le même pied que le catholicisme. Il supprima les couvents, bannit l'archevêque, les évêques et toutes les personnes qui avaient soutenu le parti adverse, entres autres aussi l'ambassadeur d'Espagne.

Lorsque l'Espagne, la France et l'Angleterre firent remarquer les préjudices nombreux causés à leurs nationaux par la situation anarchiste au Mexique et lorsque les bons de la banque Jecker furent présentés pour être payés, Juarez employa d'abord, pour les puissances étrangères, des moyens dilatoires, puis tout à coup il décréta que tous les traités avec les étrangers étaient nuls et nonavenus. Là-dessus il cessa, pendant deux ans, tout paiement et tout versement d'intérêts pour les emprunts étrangers. Le même sans-gêne, qu'il mettait dans ses relations avec ses compatriotes qui ne pensaient pas comme lui, il le mettait avec les puissances européennes qui, se disait-il, étaient très loin du Mexique et partant peu dangereuses. D'autre part, il savait fort bien qu'elles ne s'entendaient pas entre elles. Cette fois pourtant il se trompa dans ses calculs et le danger allait devenir imminent. Le sans-gêne exorbitant du président, soit avec les Mexicains, soit avec les étrangers, avait été poussé trop loin. Les suites n'allaient pas tarder à se faire sentir. Cette attitude intransigeante, à un moment si décisif, ne contribua pas peu à favoriser le drame dont son pays allait être le théâtre dans les sept années suivantes.

## CHAPITRE II

### DANS LES COURS EUROPÉENNES

Premières démarches de Gutierrez de Estrada. — La famille de la comtesse Montijo. — José Hidalgo. — Eugénie de Montijo devient impératrice. — L'archiduc Ferdinand-Maximilien rend visite à Napoléon III. — Impressions de l'archiduc à Paris et à Bruxelles. — Le roi Léopold et sa fille Charlotte. — Peinture critique de la cour belge par l'archiduc Maximilien. — Ses fiançailles. — Lutte pour la dot. — José Hidalgo s'entretient sur le Mexique avec l'impératrice Eugénie. — Intérêt de l'impératrice pour la politique. — Infidélités de Napoléon III. — L'impératrice Eugénie et l'Amérique. — Elle parle du Mexique à son mari. — La guerre de 1859 et ses suites. — Voyage de l'archiduc dans l'Amérique du Sud. — Terreur panique à son retour. — Esprit d'aventure et besoin d'activité.

Pendant toutes ces luttes entre les partis et les multiples événements politiques qui se déroulaient au Mexique, un nombre assez considérable d'habitants avaient émigré en Europe. Ils avaient quitté le pays, emportant tout ce qu'ils pouvaient emporter, et cherché un refuge dans les capitales d'Europe. Beaucoup d'entre eux furent bientôt conquis par le charme de la vie des grandes villes européennes. Ils y prirent même un goût si vif qu'ils oublièrent leur patrie. D'autres, au contraire, politiques à l'esprit de parti, hommes auxquels la victoire du parti adverse avait fait perdre leur position et entraîné la perte de leurs biens, continuaient, loin de leur pays, leurs intrigues politiques et cherchaient par tous les moyens possibles à nuire à leurs adversaires surtout en excitant contre eux les cours européennes.

A ces derniers appartenait J.-M. Gutierrez de Estrada qui, depuis 1840, lors de l'apparition de sa brochure monarchiste, était resté éloigné de sa patrie. Gutierrez poursuivait avec ténacité son idée d'ériger une monarchie au Mexique avec